

L'avis de l'expert

Pas si évidente, la gestion des eaux en Suisse

L'eau coule facilement du robinet en Suisse, et pour un prix si dérisoire qu'on en oublierait presque que sa distribution et son traitement relèvent d'un véritable casse-tête. Observer le tableau d'ensemble fait réaliser l'importance d'une meilleure coopération entre les communes

2013 est l'année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau. Le saviez-vous? Probablement pas, comme ce maire avec lequel nous définissons le futur de l'assainissement des eaux de sa commune, et qui me demandait: «Au fond, qu'est-ce que ça fait de travailler dans un domaine qui n'intéresse personne?»

Bonne question! En Suisse, la gestion des eaux, l'assainissement en particulier, n'est effectivement pas la priorité du monde politique. Pourquoi? Parce que nous avons assez d'eau, qu'elle est propre (car nous faisons tout ce qu'il faut pour) et qu'elle ne coûte au ménage suisse moyen, approuvivement et assainissement confondus, que 85 centimes par personne et par jour.

La gestion des eaux en Suisse est la plus fragmentée d'Europe: les responsabilités y sont réparties sur 2485 communes et plus de 2500 distributeurs d'eau

Cette belle performance passe inaperçue, probablement parce que l'eau du robinet est potable et disponible en tout temps. Sommes-nous seulement conscients des efforts considérables de recherche, de planification, d'investissement et de formation engagés pour maintenir ces acquis? Lorsqu'une route est en mauvais état, ça se remarque. L'entretien des réseaux souterrains, lui, ne se voit pas. S'il doit se planifier sur le très long terme, ses bénéfices, par contre, sont vite oubliés: qui se souvient de la dernière épidémie de typhus en Suisse? Les experts en maladies hydriques ne l'ont-ils pas...

Mi-octobre, les principaux experts suisses en gestion des eaux se sont réunis pour partager les premières conclusions du programme national de recherche sur la gestion durable des eaux. Que s'est-il dit? En résumé, deux éléments clés.

D'abord, que les incertitudes concernant le changement climatique sont nettement moins grandes que celles liées à notre avenir socio-économique: on est pratiquement sûr que la Suisse n'aura plus de glaciers dans cent ans, mais on ignore absolument tout de la politique agricole ou du prix du courant hydroélectrique dans le même laps de temps.

Ensuite, qu'il est nécessaire de gérer nos eaux à plus grande échelle. En effet, la gestion des eaux en Suisse est la plus fragmentée d'Europe: les responsabilités y sont réparties sur pas moins de 700 associations intercommunales pour les eaux usées, 2485 communes (dont la moitié ont moins de 1250 habitants) et plus de 2500 distributeurs d'eau. Sans compter les innombrables entités dédiées à l'entretien des cours d'eau. Le manque de coordination, les doublons, les nombreuses interfaces entre communes rendent la gestion des eaux plus coûteuse que nécessaire. On pourrait économiser, ou faire mieux au même prix. Comment? En regroupant les forces!

La Hollande fournit ici un bon exemple: 26 organismes publics gèrent les eaux de 650 000 habitants en moyenne - l'équivalent du canton de Vaud. Un modèle efficace.

A l'échelle suisse, Genève fonctionne selon un système similaire: l'eau est gérée au niveau du canton et des services industriels. Pour quels résultats? Pas de conflits intercommunaux, une dynamique de revitalisation des cours d'eau enviable, un tarif de l'eau unique valable pour tous (ailleurs, le tarif est communal et il arrive que des voisins paient un prix très différent pour la

même prestation) et une gestion des eaux professionnelle pour un prix compétitif.

Ce regroupement des forces permet d'améliorer la qualité des prestations sans en augmenter le prix - ou d'en réduire le prix sans en diminuer la qualité. Il opère par ce que l'on appelle des effets d'échelle et des synergies, et grâce à une planification des investissements qui répond à des priorités régionales et non locales. Il permet aussi d'engager et de former des personnels compétents, au courant des lois, normes et règlements et maîtrisant parfaitement la technique.

A Lucerne, un bourgmestre a affirmé que sa région n'était pas prête à protéger les ressources en eau pour permettre le développement de la région voisine

Difficile, pour un municipal en charge des eaux d'une petite commune, d'acquiescer de telles compétences de pointe, et ce malgré son remarquable dévouement à la communauté.

L'exemple est certes intéressant, mais trop particulier pour être exportable au reste de la Suisse. Alors, comment procéder?

Cet été, toutes les communes de Suisse ont reçu un dossier, édité sous le patronage de la Confédération, intitulé «Unissons nos talents». En quelques pages, on y présente comment collaborer dans des domaines comme l'eau potable, les eaux usées, la protection contre les crues, la revitalisation des cours d'eau, la force hydraulique ou l'agriculture. Les conseils sont simples

et frappés au coin du bon sens. Un dossier fort utile, qui va dans la bonne direction, même s'il semble sous-estimer un peu les problèmes à résoudre: institutionnels, financiers, techniques, réglementaires, de gestion et... humains!

A Lucerne, un bourgmestre a affirmé à la *Neue Luzerner Zeitung* que sa région n'était pas prête à protéger les ressources en eau pour permettre le développement de la région voisine. Cet égoïsme local a le mérite d'être clairement exprimé. Ce n'est pas toujours le cas. Les résistances à la coopération sont parfois sournoises et il faut de l'expérience pour les contrecarrer.

En Suisse romande, tout n'est pas facile non plus: telle commune refuse de transmettre son plan général d'évacuation des eaux à sa voisine, pourtant chargée de les traiter. Comment planifier, dans ces conditions? Ailleurs, des communes proches d'une ville s'en méfient à tel point qu'elles préfèrent rester entre elles plutôt que de traiter leurs eaux usées - à moindre frais - à la station d'épuration de la ville. Ailleurs encore, une commune rénove à grands frais son réservoir d'eau, pour réaliser un peu plus tard qu'elle aurait pu faire l'économie de cet investissement si elle s'était coordonnée avec les autres communes de la région.

Il reste du chemin à parcourir en matière de coopération vers une gestion durable des ressources en eau. Les Fribourgeois l'ont reconnu et se sont dotés d'une nouvelle loi sur les eaux qui instaure une gestion régionale par bassins versants dès 2015: une première suisse! Espérons que cette initiative novatrice donne une nouvelle dynamique à la régionalisation des eaux!